

Quand le Centre d'action laïque tacle le Segec

ENSEIGNEMENT

C'était à parier... L'entretien que nous a accordé le directeur du Secrétariat général de l'enseignement catholique (*Le Soir* du 24/5) a fait sortir de ses gonds le Centre d'action laïque.

Sur le calendrier d'abord. *« Etienne Michel propose ses priorités et son approche budgétaire alors même que les arbitrages politiques n'ont pas encore été rendus. Autrement dit, rien n'est encore décidé, mais le Segec a déjà, lui, tiré ses conclusions. »*

Sur une incompréhension autour des montants avancés par le Segec ensuite. Etienne Michel estime à 40 millions les engagements nécessaires pour améliorer l'aide aux directions du fondamental et développer le recours aux conseillers pédagogiques (pour, au final, libérer du temps au bénéfice des missions pédagogiques et réduire l'échec

scolaire). Le Centre d'action laïque n'y voit étonnamment qu'une ligne comptable vide et lui oppose le coût de cet échec scolaire : 396 millions d'euros.

Sur le rappel de l'organisation en piliers de l'enseignement, enfin. Alors que le Segec annonce une économie de 16 millions d'euros découlant de l'organisation du cours de citoyenneté, le Centre d'action laïque estime qu'Etienne Michel *« se verrait bien profiter de la manne économisée par le réseau officiel grâce à ce cours qu'il refuse lui-même d'organiser dans son réseau »*. Alors qu'il réclame une *« utilisation plus rationnelle de certains moyens, en particulier dans le réseau le mieux doté »*. Le défenseur dudit réseau traduit, ironique : *« Si le réseau officiel dépensait moins, il y aurait plus pour le réseau privé »*. Ces deux-là ne feront jamais l'école buissonnière ensemble... ■

ÉRIC BURGRAFF